

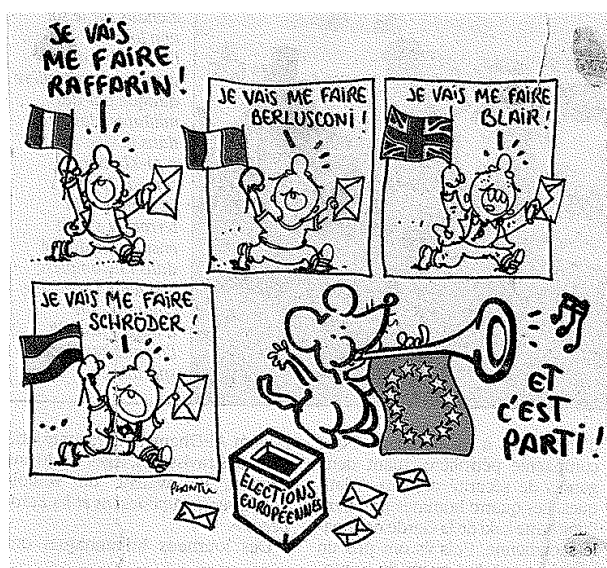


Groupe Socialiste du Sénat

Point d'information

Elections européennes du 7 juin 2009

Où en est-on ?



Le Monde, 1^{er} juin 2004

Éléments introductifs : une situation délicate pour le PS	2
Une élection de plus en plus délaissée par les électeurs.....	2
Moins de députés européens pour la France.....	2
La stratégie légitimiste de l'UMP	2
Les orientations politiques de la campagne.....	3
Le test de maturité : l'Europe des alternatives politiques	3
La crise : sujet central des préoccupations des Français et des Européens.....	5
La campagne du côté opérationnel.....	6
Une campagne proprement européenne ?	6
Une campagne axée sur le besoin de changement	7
La contribution du groupe socialiste du Sénat.....	8
Annexe 1 - Les résultats de 2004 au niveau européen en bref.....	9
Annexe 2 - Les résultats de 2004 au niveau national en bref.....	10

Une élection de plus en plus délaissée par les électeurs

Depuis l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct en 1979, la participation au scrutin n'a cessé de chuter dans toute l'Europe, et en France en particulier. La dernière élection en 2004 a battu des records d'abstention avec une **participation en France très faible** (42.75%), en dessous de la moyenne européenne (45%) et **en constante chute depuis 1979** (60.7%).

Cette élection est en effet bien souvent vue comme **une élection inutile pour les citoyens**. Il est vrai qu'**en l'absence de pouvoir de désigner l'exécutif européen, de politisation des thèmes européens avec un vrai clivage gauche/droite, et de véritable débat sur les enjeux européens du scrutin, le résultat de cette élection a de fortes chances d'être en décalage par rapport aux réels pouvoirs dont dispose aujourd'hui le Parlement européen.**

De par leur scrutin proportionnel et leur nature (enjeu flou pour les citoyens, motivant l'abstention ou le vote contestataire), les élections européennes sont l'occasion d'un **émiettement des voix**, favorisant les petites formations politiques. La menace est potentiellement forte à gauche (NPA, PC/Mélenchon) susceptible de capter le vote contestataire et au centre avec une alliance qui se veut « moderniste » et « pro-européenne » (Cohn Bendit, Modem), mais dont le libéralisme économique n'a jamais fait défaut durant la précédente législature du Parlement européen.

En définitive, cette élection est **une élection de « second ordre »** selon le modèle d'analyse de Schmitt et Reif¹, **caractérisée par une faible participation, la pénalisation des partis au pouvoir, et pléthore de petits partis captant un vote « expressif » ou contestataire.**

Moins de députés européens pour la France

Conformément au traité de Nice, la France disposera de **72 sièges pour la mandature 2009-2014, soit six de moins qu'à l'heure actuelle**, en raison de l'élargissement de l'UE (Traité de Nice). Presque toutes les circonscriptions sont touchées : Ile de France (-1), Nord Ouest (-2), Ouest (-1), Est (-1) et Centre (-1). Cependant, si le traité de Lisbonne était ratifié en 2009, ce chiffre passerait à 74 à partir de 2010.

La stratégie légitimiste de l'UMP

¹ Karlheinz Reif et Hermann Schmitt. "Nine second order national elections. A conceptual framework for the analysis of European election results, *European Journal of Political Research*, 8, 1980, pp. 3-44.

Troisième difficulté, l'UMP va inévitablement **instrumentaliser la récente présidence française du Conseil** (qu'on a pris à tort pour la présidence de l'Union Européenne) à des fins électorales. **Au niveau national, Nicolas Sarkozy a flatté pendant six mois les Français en perpétuant le mythe d'une Europe française². A l'étranger, il a impressionné par son dynamisme et dépeussieré une fonction institutionnelle - la présidence du Conseil- très technocratique et bien peu politique.** Cela a d'ailleurs été salué par presque tous les groupes politiques du Parlement européen (et notamment par Martin Schulz, leader des socialistes au Parlement européen...) lors de son allocution le 16 décembre dernier.

Mais derrière les effets d'annonce et la pratique très personnelle du pouvoir de N. Sarkozy, on a assisté au retour de l'Europe intergouvernementale, l'Europe des Nations, espace de coexistence des intérêts nationaux à défaut de la construction d'un intérêt européen. En outre, **son bilan politique est mitigé et très marqué idéologiquement** (casse du droit du travail, politique sécuritaire en matière d'immigration, superficialité du projet d'Union pour la Méditerranée, dérégulation de la PAC etc....).

Cette situation nationale délicate ne saurait cacher l'existence d'une nouvelle séquence politique en Europe, qui pourrait se révéler positive pour le PS à condition de bien en cerner les enjeux et les exigences.

Les orientations politiques de la campagne

Le test de maturité : l'Europe des alternatives politiques

Le débat qui s'était engagé autour du référendum sur le projet de constitution européenne en 2005 avait permis **deux innovations démocratiques majeures: d'une part, le peuple s'appropriait l'Europe** qui n'était alors plus un projet réservé à une seule élite ; **d'autre part,** le traditionnel clivage politique entre « partisans » et « opposants » à l'Europe était dépassé pour une opposition politique entre différentes conceptions de l'Europe. **La question n'est plus d'être pour ou contre l'Europe, mais de savoir ce que doit être l'Europe.**

C'est dans ce nouveau champ politique que se placent les prochaines élections européennes : **pour satisfaire la demande citoyenne (et surtout la motiver), elles devront être l'occasion de présenter de véritables alternatives politiques,** convaincre de l'existence d'une Europe de droite jusqu'ici au pouvoir, et de la possibilité d'une Europe de gauche. Les Français doivent en effet réaliser que sur un certain nombre de sujets européens, le clivage gauche-droite est pertinent. **De la nature du débat dépendra la participation**

² Pour 61% des Français, la présidence française devait être « la présidence des intérêts français en Europe », selon les termes du directeur de l'institut CSA S. Rozès, interprétant le sondage réalisé par IFOP en lien avec Toutedurope.fr. sur la présidence française le 24 janvier 2008.

citoyenne, et de celle-ci dépendra in fine la légitimité démocratique du Parlement européen.

Il s'agit donc pour les socialistes de politiser au maximum les sujets européens. **Premier vecteur de cette politisation du débat : la critique de la droite**, largement majoritaire au Parlement européen (depuis le début de la création de ce dernier) et donc à la Commission européenne, mais aussi ces dernières années au sein du Conseil. **L'Europe construite durant le dernier mandat était une Europe de droite, atlantiste, réactionnaire, dérégulatrice, et sécuritaire, caractérisée par l'axe Sarkozy-Berlusconi-Barroso**. Les exemples sont légion (directive retour et immigration choisie, ouverture à la concurrence plus poussée dans le secteur postal, des transports etc.. sans contrepartie en matière de préservation des services publics, menaces sur les services sociaux, abandon du dialogue social etc...). **L'UMP ne manque d'ailleurs pas d'hypocrisie, en tentant d'investir le terrain de la gauche (même stratégie que lors de la campagne présidentielle) lorsqu'elle choisit son slogan sur le thème de « l'Europe qui protège » !...**

Il apparaît cependant nécessaire que les socialistes ne s'en tiennent pas à une position purement défensive, en réaction à l'action du gouvernement. **Un deuxième vecteur est essentiel: l'affirmation d'un projet socialiste, français et européen, solide et crédible**. Pour la première fois, les socialistes européens se sont entendus sur un véritable programme, le « Manifeste », à mille lieux de la déclaration de principes, limite traditionnelle des campagnes communes socialistes et sociaux-démocrates européens. Certes, ce manifeste du PSE doit être décliné et complété aux niveaux national et local, mais c'est un outil essentiel à la constitution d'un rapport de force avec la droite.

Complément inévitable à ce programme, **la désignation en amont des élections, d'un candidat au poste de président de la Commission européenne par le PSE contribuerait à identifier les clivages politiques et à démocratiser le processus de désignation de ce « chef de gouvernement », aujourd'hui totalement laissé à la discrétion des Etats membres**. Cette désignation est loin d'être acquise aujourd'hui, sinon perdue, du fait du soutien des socialistes espagnols et portugais ainsi que des travaillistes britanniques à la candidature de Manuel Barroso. La réunion des « leaders » du PSE du 19 mars n'a ainsi pas pu aboutir quant à la désignation d'un candidat commun. En outre, la très probable désignation de Fogh Rasmussen, actuel premier ministre danois, au poste de secrétaire général de l'OTAN empêcherait la candidature du socialiste Poul Nyrup Rasmussen, le Danemark ne pouvant prétendre à deux postes internationaux d'une telle importance, en même temps.

La crise : sujet central des préoccupations des Français et des Européens

Second axe de campagne, lié au premier, la crise économique et sociale sera au cœur du débat et de la bataille des européennes. **Une étude d'opinion³ commandée par le groupe parlementaire du PSE au Parlement européen révèle un très fort sentiment d'insécurité sociale des citoyens européens face à la montée du chômage.** Ces derniers attendent des dirigeants européens qu'ils fassent de la sortie de crise leur priorité absolue. Pour les Français, d'après un sondage publié le 6 mars dernier par l'institut LH2, **les enjeux prioritaires pour l'avenir de l'Union européenne sont avant tout le développement d'une politique commune dans les domaines économique (46% des Français), environnemental (45%) et social (43%)⁴.**

Or jusqu'à présent, l'Union européenne s'est trouvée incapable de présenter un plan de relance crédible. Les gouvernements nationaux, enfermés dans la défense de leurs intérêts propres, n'arrivent pas à dessiner un plan de redressement économique qui soit d'un intérêt commun. **Cette situation, legs de la droite au pouvoir, remet en cause l'idée même de la construction européenne, qui si elle veut être utile aux citoyens, doit s'appuyer sur l'intégration et la solidarité commune. A défaut de politique économique intégrée, voire même coordonnée, l'Union européenne s'enfonce dans la crise sans trouver les leviers de la relance, et donc sans réelle capacité de négociation au niveau mondial,** et ce à la veille de la réunion du G 20 à Londres.

Dans cette situation, la solution à la crise passe par l'Europe, mais par une Europe de gauche. Le PS et le PSE n'ont de cesse de demander un véritable plan de relance, bien plus important que ce qui a été proposé par la Commission européenne, à travers une stratégie d'investissements ambitieuse concentrée sur un certain nombre d'objectifs (efficacité énergétique, éducation et formation ou encore l'amélioration des services publics), un pacte européen pour le progrès social, une meilleure réglementation du système financier ou encore un pacte pour l'emploi. A noter, sur proposition de Nicolas Sarkozy, le sommet européen sur l'emploi qui devait se tenir à Prague le 7 mai prochain vient d'être annulé. A la place, se tiendra une simple réunion de la présidence du Conseil et celle de la Commission avec les partenaires sociaux... ! **Tout l'enjeu est maintenant d'en convaincre les Français, et les Européens...**

³ Décembre 2008- février 2009

⁴ Les autres thèmes proposés étaient l'Europe de la défense (27%), la politique étrangère commune (24%), l'immigration (24%), le renforcement de l'Europe politique (17%) et l'élargissement de l'UE à d'autres pays (9%).



Une campagne proprement européenne ?

Alors que pour la campagne de 2004, le programme commun des socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes européens se résumait à une vague déclaration de principes, cette campagne européenne est marquée par **une européanisation importante des programmes des partis politiques.**

Le PSE a ainsi adopté son « manifeste »⁵ qui détaille précisément les initiatives que l'Europe devrait prendre dans un certain nombre de domaines clefs. Fruit d'une longue consultation des partis nationaux, des militants, des partenaires sociaux, des organisations de la société civile au niveau européen, ce manifeste devrait charpenter le discours de campagne des partis nationaux. Lors du Conseil National du 28 février 2009, le PS a adopté son texte d'orientation « Donner une nouvelle direction à l'Europe »⁶ sur la base du manifeste du PSE. **Véritable avancée par rapport aux pratiques antérieures, le manifeste du PSE est une esquisse sérieuse de ce que pourrait être à terme un véritable programme de gouvernement au niveau européen**⁷. L'existence récente de militants directs du PSE permet également d'européaniser la campagne à la base.

Malgré ces efforts, force est de reconnaître que la campagne s'il s'européanise, restera essentiellement nationale sur fond de crise et de mécontentement croissant envers le gouvernement. Dans le sondage de l'institut LH2 du 6 mars dernier, 52 % des personnes interrogées affirmaient qu'elles se détermineront en fonction des enjeux nationaux et non de leurs « souhaits pour l'Europe ». **En effet, malgré les slogans** (pour le PSE « *mettre les citoyens d'abord* » ou « *people first* » en anglais), **l'Europe reste loin des citoyens. Sans véritable démocratisation des débats européens tout au long de la législature européenne et réforme du scrutin**⁸, **il serait vain de penser la campagne autrement.**

⁵ http://elections2009.pes.org/files/u1/ManifestoBook_FR_Online_0.pdf

⁶ <http://actus.parti-socialiste.fr/2009/02/28/donner-une-nouvelle-direction-a-leurope/>

⁷ A l'opposé, les conservateurs (PPE) ont adopté un « manifeste » qui reste très vague en termes d'initiatives et dont le cadre idéologique ne surprend pas : immigration restreinte, accent sur la sécurité, renforcement de la compétitivité par le marché... à croire que la droite européenne n'arrive pas à tirer les leçons de la crise actuelle ! L'UMP a beau jeu ensuite, de défendre une « Europe qui protège » au niveau national...

⁸ Organisation des élections européennes le même jour avec des listes proprement européennes et des têtes de listes candidates au poste de président de la Commission européenne, par exemple.



Une campagne axée sur le besoin de changement

L'axe de campagne du parti socialiste **est de changer l'Europe maintenant par un changement de majorité au Parlement européen**. Pour la direction du parti, c'est le moyen de sanctionner la Commission et les majorités sortantes du Parlement européen comme du Conseil et, de construire un nouveau rapport de forces au sein des institutions européennes, de donner une nouvelle orientation politique à l'UE. C'est aussi - pour les électeurs français - le moyen d'envoyer un coup de semonce à l'actuel gouvernement et au Président de la République, pour qu'ils abandonnent leur politique conservatrice et libérale.

Selon la direction du parti, la campagne sera divisée en trois temps :


- 1) de la Convention nationale du 21 mars au 24 avril (meeting de lancement à Lille de la campagne européenne) : mise en place de la campagne
- 2) du 24 avril à la fin mai : cœur de la campagne
- 3) de la fin mai au 7 juin : dernière ligne droite, centrée sur l'idée du « vote utile ».

Ces trois temps verront chacun l'élaboration et la diffusion d'un matériel imprimé national spécifique, mais qui devra aussi, sur le terrain, s'incarner par des événements de campagne *ad hoc*.

Alors que l'équipe de la campagne se met en place au siège du parti et que les outils de campagne sont en train d'être élaborés, le parti socialiste a ouvert un site internet qui se veut interactif, consacré à la campagne à l'adresse suivante : www.changerleurope.fr. Ce site se déclinera de façon régionale, la campagne se devant d'être décentralisée au plus près des citoyens.

Une série de meetings et rencontres régionales sont en cours de définition, mais d'ores et déjà, les principaux éléments de calendrier à ce jour sont les suivants :

<i>date</i>	Initiatives PS	Initiatives PSE
<i>24 avril</i>	Meeting du lancement de la campagne nationale et européenne (Lille)	
<i>29 avril</i>	Meeting Grand Est (Strasbourg)	
<i>5 mai</i>	Meeting Grand Centre (lieu?)	
<i>9 mai</i>		Journée d'action - Europe sociale
<i>13 mai</i>	Meeting Ile de France (Paris)	
<i>16 mai</i>		Journée d'action- Changement climatique
<i>19 mai</i>	Meeting Grand Sud Est (Marseille ?)	
<i>23 mai</i>		Journée d'action – Relance de l'économie

<i>27 mai</i>	Meeting Grand Ouest (Nantes)	
<i>30 mai</i>		Journée d'action- Manifeste du PSE
<i>4 juin</i>	Meeting Grand Sud Ouest (Toulouse)	
<i>7 juin</i>	ELECTIONS	
<i>14-16 juillet</i>	 Première session plénière du Parlement européen	



Groupe Socialiste du Sénat **La contribution du groupe socialiste du Sénat**

Le groupe socialiste du Sénat aura tout son rôle à jouer durant cette période électorale. En plus des réunions dans les circonscriptions interrégionales auxquelles pourront participer les Sénateurs, il sera essentiel au sein du groupe **d'encourager l'insertion d'une dimension européenne dans nos débats, de manière transversale, et sur des sujets pertinents et clivants avec la droite.** Dans cette optique, plusieurs initiatives sont envisagées, dont le dépôt d'une proposition de résolution sur les services d'intérêt général ou encore la tenue d'un débat début juin sur les orientations de la politique sociale européenne.

Plus généralement, il convient de rappeler que de nombreux thèmes européens sont au cœur des enjeux des territoires, tels l'avenir de la politique agricole commune, de la politique régionale européenne, ou encore des services publics locaux, aujourd'hui menacés par le droit de la concurrence. Représentants des collectivités locales, les Sénateurs pourront dans leurs régions respectives défendre l'idée qu'il est urgent aujourd'hui de « changer l'Europe ».

Annexe 1 - Les résultats de 2004 au niveau européen en bref

En quelques mots :

- **Confirmation de l'ancrage à droite** du Parlement européen.
- Les **premières élections depuis l'élargissement à 10 nouveaux pays**, avec une arrivée de nouveaux députés qui a modifié le centre de gravité de certains groupes politiques (PPE notamment qui compte 26% de membres de nouveaux pays, les 48.2% du groupe ou encore le PSE 10.5%, souvent d'ex-communistes convertis au libéralisme économique).
- **Consolidation des forces eurosceptiques** au sein du Parlement européen, mais également **émergence de courants critiques de l'orientation de l'intégration européenne au sein même des grands groupes politiques** traditionnellement dits « pro-européens ».
- **Participation faible** à 45%

	% Nombre de suffrages exprimés	Différence/1999	Nombre de sièges	Nombre de sièges depuis l'adhésion de la Bulgarie et Roumanie
PPE-DE (conservateurs)	34.04 %	+ 3	268	288
PSE	24.15 %	- 4.7	200	217
ADLE (libéraux, centristes)	8.90 %	+ 0.9	88	100
Verts & régionalistes	6.31 %	- 1.4	42	43
GUE-NGL (communistes & écologistes nordiques)	6.48 %	- 0.2	41	41
ID (Eurosceptiques)	2.34 %	- 0.6	37	22
UEN (extrême droite)	3.98 %	- 0.9	27	44
Non inscrits	8.91%		29	30
Non élus	4.60%		0	
Blancs ou nuls	0.29%		0	
TOTAL	100%		732	785

Annexe 2 - Les résultats de 2004 au niveau national en bref

En quelques mots :

- 78 sièges à pourvoir
- Une **participation très faible** (42.75%), en dessous de la moyenne européenne (45%) et **en constante chute depuis 1979** (60.7%).
- Une **régionalisation du scrutin...** dont l'intérêt pour les électeurs reste encore théorique (sinon pour le PS, d'écarter les petites formations...)
- Une **atomisation de l'offre politique** avec 168 listes présentées.
- Le **cadre national restait privilégié : vote sanction contre l'UMP** (et record de sièges pour le PS), **débats essentiellement nationaux, campagne peu investie par les grands partis de manière générale.**
- Thème de campagne du PS : « *l'Europe sociale* », et celui de l'UMP : « *Avec l'Europe, voyons la France en grand* ».
- **Le PS est devenu la plus grosse délégation nationale du groupe PSE** (31 sièges sur 200), alors que l'UMP se place à la 5^{ème} position au sein du PPE (17 sièges sur 268) loin derrière les délégations allemandes, britanniques, espagnoles et italiennes.

	% Nombre de suffrages exprimés	Différence/1999	Nombre de sièges
LO-LCR	2.6%	- 2.6	0
PC	5.9%	- 0.9	3
PS	28.9%	+ 6.9	31
Les Verts	7.4%	- 2.3	6
UDF	12%	+ 2.7	11 ⁹
UMP	16.6%	+ 3.8	17 ¹⁰
MPF	6.7%	- 6.4	3
CNPT	1.7%	- 5.1	0
FN	9.8%	+ 4.1	7
Autres partis	8.4%	- 0.4	0
TOTAL	100		78

⁹ 10 depuis janvier 2008 avec la démission de JL Bourlanges.

¹⁰ 18 depuis janvier 2008 avec l'arrivée de B. Fouré (Nouveau-Centre), remplaçant JL Bourlanges.